

AUDIT FISCAL PRÉVENTIF, MATERIALITÉ ET « KEY AUDIT MATTERS » : OUTILS MODERNES POUR LA DÉFENSE FISCALE

MARIO ALVA MATTEUCCI

Dans le contexte fiscal contemporain, la transformation digitale de la SUNAT a marqué un tournant dans la relation entre l'administration fiscale et le contribuable. L'automatisation des processus et les croisements électroniques d'informations ont non seulement renforcé la capacité de contrôle, mais aussi accru les exigences pour que les entreprises maintiennent un profil de conformité adéquat. Dans ce cadre, l'audit fiscal préventif s'impose comme un outil stratégique indispensable, non seulement en tant qu'option, mais comme un bouclier fondamental pour anticiper les risques et renforcer la défense du contribuable.

La différence essentielle entre le contrôle fiscal traditionnel et cet audit préventif réside dans sa nature proactive. Alors que la SUNAT agit avec une approche sanctionnatrice, l'audit préventif cherche à identifier rapidement les incohérences, corriger les erreurs et améliorer le profil fiscal avant toute intervention officielle. Cette pratique prend une importance particulière face à la mise en place de nouveaux mécanismes de contrôle, tels que le profil de conformité et la notion de Sujet Sans Capacité Opérative (SSCO), qui peuvent entraîner des conséquences sévères, allant de l'impossibilité d'émettre des documents valides jusqu'à la perte d'avantages fiscaux.

D'un point de vue constitutionnel, l'audit préventif s'inscrit dans le droit fondamental à la défense du contribuable, garanti par la Constitution politique du Pérou et la législation fiscale en vigueur. Ce droit assure que toute personne ou entité peut connaître, contester et corriger tout acte ou procédure affectant sa situation fiscale avant l'imposition de sanctions ou de mesures restrictives. Ainsi, l'audit préventif renforce la garantie du dû processus et la sécurité juridique, évitant les décisions arbitraires et favorisant un système fiscal plus juste et plus transparent.

Pour que cet audit soit réellement efficace, il doit dépasser la simple révision formelle et adopter des concepts clés de l'audit financier, tels que la matérialité et les « Key Audit Matters » (KAM). Le critère de matérialité oriente la focalisation des efforts sur les aspects qui, de par leur importance, peuvent avoir un impact significatif sur l'obligation fiscale ou le profil de conformité. Toutes les erreurs n'ont pas le même poids, ce qui rend prioritaire l'essentiel pour optimiser les ressources et renforcer la réponse en cas d'observations fiscales.

Les KAM, quant à eux, permettent d'identifier et de communiquer les zones présentant les plus grands risques et complexités, facilitant ainsi la préparation de défenses solides et anticipées face à d'éventuels questionnements. Par exemple, pour les opérations avec des fournisseurs susceptibles d'être qualifiés de SSCO, l'audit préventif doit se concentrer sur la vérification approfondie de la capacité opérationnelle et de la documentation, anticipant ainsi des observations qui pourraient affecter la validité des opérations.

De manière générale, la défense fiscale moderne exige une approche dynamique et continue, fondée sur la gestion des risques et l'application de critères techniques rigoureux, soutenue par des outils technologiques avancés tels que l'intelligence artificielle et l'analyse de données. Ce n'est que de cette manière qu'une vision intégrale peut être atteinte, permettant de détecter précocement les anomalies et de maintenir un profil de conformité optimal.

Il ne faut pas oublier que la formation constante des équipes financières et comptables, ainsi que la mise à jour permanente du profil de conformité, sont des éléments essentiels pour consolider cette stratégie préventive. L'audit fiscal préventif, enrichi de ces concepts et technologies, ne protège pas seulement le contribuable contre les sanctions et observations, mais contribue également à renforcer sa réputation fiscale et à assurer sa pérennité dans un environnement toujours plus exigeant et digitalisé.

Enfin, cette approche proactive et technique doit être la voie à suivre, sous l'impératif que la meilleure défense consiste à anticiper avec connaissance, rigueur et technologie. C'est ainsi qu'un système fiscal plus juste, efficace et transparent se construit, au bénéfice de tous les acteurs concernés.